



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 22 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 15 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme HOLGADO à M. CARREAU, M. BODIN à Mme QUERAL

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. INOCENCIO est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

6 – LANCEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE POUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 28 avril 2009, le Conseil Municipal a engagé la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le projet de PLU a été arrêté lors de la séance du Conseil Municipal de Blaye du 9 décembre 2014. Il a ensuite fait l'objet d'une consultation des Personnes Publiques Associées (conformément à l'article L. 123-9 du Code de l'Urbanisme).

Il convient désormais de le soumettre à une enquête publique en application de l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme.

Il est précisé qu'au vu de la complémentarité du projet de PLU et de la procédure de création de l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du patrimoine) du Verrou de l'estuaire, la commune de Blaye souhaite réaliser simultanément les enquêtes publiques associées.

La Mairie de Blaye saisira le tribunal administratif de Bordeaux qui désignera le commissaire enquêteur qui conduira l'enquête publique.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- organiser l'enquête publique sur ce projet,
- signer toutes pièces afférentes à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 4 mars 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 25/03/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160322-27648-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

